

[La grande illusion des « révolutions » arabes](#)

Par : Eric Denécé

« Il est possible tromper une partie du peuple tout le temps ou tout le peuple une partie du temps, mais il est impossible de tromper tout le peuple tout le temps ».

Abraham Lincoln

Depuis le milieu de l'hiver 2011, en Afrique du Nord puis au Proche et Moyen-Orient, des mouvements de contestation populaire ont pris forme, incarnant les aspirations démocratiques et le ras-le-bol des citoyens à l'égard des régimes tyranniques, corrompus et népotiques qui les gouvernaient. Ils sont parvenus à provoquer leur chute, mettant fin à des situations qui n'étaient plus acceptables au XXI^e siècle.

Telle apparaît la merveilleuse épopée du « printemps » arabe et de ses « révolutions » aux yeux de la majorité de l'opinion publique internationale. Toutefois, derrière ce conte au dénouement heureux, avec ses héros et ses martyrs, se cache une réalité bien différente, que seuls quelques uns ont perçu - parfois assez tôt – et ont eu le courage de dénoncer.

En effet, l'histoire du « printemps » arabe relève d'un *storytelling* remarquable. Sa trame, comme le choix et la mise en valeur des principaux acteurs, sont dignes des meilleurs scénaristes et réalisateurs d'Hollywood. Les talentueux instigateurs de ces événements ont servi aux populations locales, comme aux observateurs étrangers, un

La grande illusion des « révolutions » arabes

Écrit par Éric Denécé

Dimanche, 02 Décembre 2012 19:16

show

monumental qui les a tenus en haleine pendant de longs mois, dans lequel les rebondissements semblaient être le fait de la Providence et dont l'issue est apparemment heureuse... tout au moins jusqu'à aujourd'hui.

Tout cela n'est en réalité, qu'un montage, conçu par quelques machiavéliques *Spin Doctors*. Et la majorité des figurants ont participé à leur insu à cette mise en scène sans même s'apercevoir qu'ils étaient les premiers manipulés : le « public cible » de cette farce était aussi bien dans la rue que devant les écrans de télévision. Cette opération a réussi au-delà des espérances de ses concepteurs : les manifestants, crédules, sont convaincus d'avoir été les auteurs des faits et les maîtres de leur destin, alors même que celui-ci a été décidé par d'autres. L'illusion est donc totale.

Plus de dix-huit mois après que se soit levé le vent de révolte qui a balayé le monde arabo-musulman, il est possible de discerner plus distinctement le fil des événements, les acteurs, scénaristes, réalisateurs et producteurs de cette fiction à laquelle beaucoup ont cru, et beaucoup croient encore.

L'analyse approfondie des événements permet de dégager quatre éléments qui rendent possible la compréhension de la réalité du phénomène derrière la vision fabriquée qui nous en a été donnée :

- l'existence d'un malaise sociétal réel mais instrumentalisé,

- des révolutions pilotées et mises en scènes par l'étranger afin de promouvoir des intérêts nationaux,

- la mise en oeuvre de techniques éprouvées de manipulation des foules et de déstabilisation des régimes,

- des conséquences néfastes dont les effets commencent à apparaître.

En fait, ces événements sont de véritables révolutions de dupes ou, mieux encore, selon les mots de Mezri Haddad, « une imposture ». Mieux vaut alors se limiter à parler de « printemps » arabe plutôt que de « révolutions », ce qui n'enlève rien aux frustrations fondées des populations et à l'énergie de la contestation.

Un malaise sociétal réel mais instrumentalisé

Comme dans toute bonne intoxication, il existe un fait de départ réel, indéniable, sur lequel va se fonder le « montage » : celui de l'insatisfaction profonde des populations face à la lenteur des évolutions démocratiques des régimes autoritaires, corrompus et clientélistes, leur aspiration à plus de liberté et leurs frustrations face aux difficultés économiques. Toutefois, ce phénomène ne date pas de 2011.

Au cours des deux dernières décennies, des contestations populaires ou étudiantes ont régulièrement éclaté dans les pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient, mais elles ont été chaque fois réprimées par l'armée et la police ; et les médias internationaux n'en parlaient quasiment jamais.

La Tunisie était régulièrement agitée de mouvements protestataires depuis plusieurs années :
« *Des révoltes ont eu lieu dans les régions paupérisées du bassin minier de Gafsa, dans le centre-ouest, dès 2008* ; à Ben Guerdane, dans le sud-est, en 2009 ; dans la région agricole de Sidi Bouzid en décembre 2010 ; ainsi qu'à Kasserine dans le centre-ouest du pays [1]

». Ces mouvements, d'une ampleur et d'une durée inédites, étaient sans précédent sous le

régime autoritaire de Ben Ali. Ils avaient pour moteur la dénonciation de la corruption et du chômage. Rappelons que, depuis plusieurs années, c'était la funeste Leila Trabelsi qui dirigeait le pays. Ben Ali, malade d'un cancer, n'exerçait plus guère le pouvoir et n'avait préparé aucun successeur. La rapacité de la famille Trabelsi était sans limite et devenait insupportable aussi bien pour les élites politiques

[2] et économiques du pays - nombre d'entrepreneurs devaient « céder » des parts entières de leur

business

pour ne pas être inquiétés - que pour le peuple, confronté à des difficultés économiques croissantes. Cependant, les actions de contestation étaient peu structurées, en décalage avec les partis d'opposition et la centrale syndicale

[3] , laquelle restait proche du pouvoir

[4]. Toutefois, si le pays traversait des difficultés économiques, il était loin de connaître une situation aussi catastrophique que celle que les médias ont parfois décrite : il disposait de l'une des meilleures situations socio-économiques d'Afrique du Nord.

En Égypte, les problèmes économiques et sociaux étaient bien plus critiques qu'en Tunisie. Au cours des années 1990 et 2000, les ajustements macroéconomiques ont provoqué de multiples grèves et manifestations, mais celles-ci ont été peu médiatisées hors du pays [5]. En particulier, lors de la relance des privatisations en 2004, l'Égypte a connu un épisode contestataire marqué qui a pris la forme d'un véritable mouvement social. Les revendications les plus fréquentes concernaient la corruption de la famille Moubarak et son appropriation des richesses nationales. Puis le pays a assisté, en 2008, à une première convergence entre ouvriers et jeunes générations éduquées dans les usines textiles de Mahala el-Kobra - dans le delta du Nil -, donnant naissance à deux syndicats indépendants rassemblant 70 000 affiliés [6]. Une nouvelle fois, cette vague de protestation ne sut pas s'organiser efficacement et fut durement réprimée [7].

Ainsi, avant 2011, dans les deux pays , « *les mobilisations restaient locales, sectorielles, éclatées et le pouvoir répondait en utilisant la répression ou en faisant quelques concessions, obtenant un épuisement dans le temps de ces mouvements disparates* [8] ».

Les événements de l'hiver et du printemps 2011 s'inscrivent dans la continuité de ces troubles, mais la nouveauté est la surprenante capacité de coordination qu'ont manifesté les mouvements de contestation, regroupant de nombreuses classes de la population qui n'avaient jamais auparavant agi de concert, voire jamais protesté. Les manifestations de 2011 ont mobilisé des masses incomparablement supérieures aux années précédentes et ont été remarquablement organisées.

Ce qui a également changé en 2011, c'est que, pour la première fois, en Tunisie comme en Egypte, l'armée s'est désolidarisée de la police et s'est refusée à réprimer les soulèvements. Dès lors la montée en puissance des mouvements populaires a pu s'opérer, attirant l'attention de la presse internationale.

Il est important de noter, que dans ces deux pays, dans la semaine précédant les événements, les plus hauts représentants des armées se sont rendus à Washington pour obtenir le feu vert des Etats-Unis en vue du renversement des dirigeants en place. En effet, dans les deux pays, les militaires ne supportaient plus la prédation des clans au pouvoir. Elle pesait sur l'ensemble de l'économie, en Tunisie, avec la famille Trabelsi ; et en Egypte, le clan Moubarak détournait à des fins personnelles une part grandissante de l'aide américaine destinée au budget de la défense. Les dirigeants militaires ont alors décidé d'agir. Mais, comme le Pentagone assure l'essentiel du financement de ces deux armées, ils ne pouvaient entreprendre cette action sans le feu vert de la première puissance mondiale. Ainsi, ces « révolutions » arabes, se révèlent n'être en réalité que des coups d'Etat militaires discrets, dissimulés derrière une révolte populaire largement canalisée.

En Egypte, l'armée a parfaitement encadré le mouvement. Tous les événements sont restés concentrés sur et autour de la place Tahir, sous les yeux des caméras du monde entier. Aucun véritable débordement n'a été constaté. Dans ce pays où existent un fort courant islamiste et un net sentiment anti-israélien, le fait qu'aucun slogan contre l'Etat hébreu ne soit apparu pendant les manifestations de la place Tahir est bien l'indice qu'il s'agit d'une « révolution » sérieusement encadrée. Un mouvement véritablement spontané n'aurait pas manqué de dénoncer les accords de Camp David et de se précipiter afin d'« ouvrir » la frontière de Gaza.

A noter que là où l'armée est restée fidèle au régime, la « révolution » pacifique a été vouée à l'échec. Ce fut le cas au Bahreïn - où la monarchie a fait appel aux militaires qui ont ouvert le feu sur les manifestants[9] -, au Yémen et en Syrie. Ce fut également le cas en Libye, où le mouvement s'est très vite transformé en rébellion armée.

A la différence de la situation tunisienne et égyptienne, il n'y avait aucun problème socio-économique en *Libye* : l'économie était plutôt dynamique et la population bénéficiait d'une redistribution - certes inégalitaire mais réelle - d'une partie des recettes pétrolières. Le pays accueillait d'ailleurs plus de 3,5 millions de travailleurs étrangers pour contribuer à son développement. Certes, nul ne nie la nature hautement critiquable de la dictature imposée, depuis 1969, par Muammar Kadhafi à ses concitoyens. Face à une telle situation, rien n'est

plus légitime que l'aspiration à plus de liberté et de démocratie. Pourtant, le ferment de la révolte est ailleurs : les tribus de l'Est du pays, en Cyrénaïque, ont toujours été réfractaires au pouvoir de Tripoli depuis 40 ans et des révoltes – ou des tentatives de coup d'Etat - ont régulièrement eu lieu contre Kadhafi. Ainsi, l'étude des faits conduit à affirmer que les causes de la « révolution » libyenne ne sont pas plus la volonté d'instaurer la démocratie que de résoudre des difficultés économiques, inexistantes. Il s'agit d'un soulèvement armé de la partie orientale du pays, dans un esprit de revanche et de dissidence. Certes, en 2011, le soulèvement des tribus de l'Est s'est effectué conjointement avec l'action des Libyens de la diaspora - membres de la dynamique démocratique soutenue par Washington et les ONG dites « des droits de l'Homme » -, dans le contexte du printemps arabe - dont elle ne relève cependant pas -, ce qui a considérablement facilité le soutien international aux insurgés.

En **Syrie**, l'insurrection est loin d'avoir été générale. Si une partie des élites du pays, souvent laïques et gagnées aux idées et démocratiques, s'opposait depuis longtemps au gouvernement, elle ne demandait pas une révolution mais des réformes. Surtout, elle rejetait totalement l'évolution chaotique des autres « printemps » arabes sous l'influence des courants islamistes radicaux et d'acteurs étrangers. Les minorités, particulièrement nombreuses en Syrie, craignaient l'arrivée au pouvoir des islamistes et restaient fidèles au régime [10], comme la bourgeoisie sunnite des grandes villes et l'armée. Si le régime de Bachar al-Assad ne répondait pas aux normes des démocraties occidentales, il était loin d'être le dictateur tyrannique décrit par nos médias et s'était même essayé - certes pendant un temps seulement - à une tentative de libéralisation. La « révolution » à laquelle le pays assiste depuis près de 18 mois puise bien davantage ses racines dans l'action orchestrée, depuis l'étranger, par les Frères musulmans et leur Conseil national syrien (CNS) - qui ne cesse de se discréditer - que dans les initiatives d'une opposition intérieure plus portée à l'action non violente qu'au terrorisme urbain.

Ainsi, l'étude approfondie des événements, de leur déroulement et de leur issue, conduit à dire que, dans aucun de ces pays, il n'est approprié de parler de « révolution ». L'Iran - en 1979 - et l'URSS - en 1991 - ont connu de vraies révolutions. Tout y a changé : les hommes, les institutions, les rapports internes, les relations internationales, etc. Le destin de ces pays en a été bouleversé. Rien de tel dans les événements du « printemps arabe » de 2011.

En Egypte, la nouvelle équipe qui a pris le relais de Moubarak, au printemps 2011, comprenait le chef d'état-major de l'armée ainsi que l'ancien chef des services de renseignement. Il n'y a donc eu aucun renouvellement immédiat de la classe dirigeante[11]. A peine installés aux affaires, cette « nouvelle équipe » - c'est-à-dire le Conseil supérieur des forces armées (CSFA) - a immédiatement réaffirmé sa volonté de respecter les engagements internationaux pris auparavant, y compris les accords de Camp David auxquels est pourtant hostile une large frange de la population égyptienne. C'est heureux, mais ce n'est donc rien d'autre qu'un

La grande illusion des « révolutions » arabes

Écrit par Éric Denécé

Dimanche, 02 Décembre 2012 19:16

changement dans la continuité, le « nouveau régime » donnant immédiatement des garanties à ses « sponsors » internationaux.

Ainsi, ces « révolutions » arabes se résument, pour certains pays, à un renouvellement des classes dirigeantes, lesquelles ont, avec l'accord de Washington, organisé des coups d'Etat « en douceur », profitant d'une vague de contestation populaire qu'elles ont laissé se développer et qu'elles ont intelligemment exploitée. Même si la rue a été en partie à l'origine du mouvement, les insurrections tunisienne et égyptienne ne sont que des pseudo révolutions qui ont été particulièrement bien encadrées. Pour d'autres, il s'agit d'un renversement des régimes en place par la force, avec un soutien massif et déterminant de l'étranger, dans lequel les « autochtones » n'ont joué qu'un rôle secondaire (Libye et Syrie).

Des révolutions impulsées et mises en scène par l'étranger

Nous sommes, comme tous les observateurs, convaincus de la réalité des frustrations populaires, de la réelle aspiration des individus à plus de liberté, de leur exaspération face aux abus du pouvoir et de leur volonté d'y mettre un terme.

Mais si ces facteurs et la neutralité - pleine d'arrière-pensées - de l'armée peuvent expliquer l'éclosion et le succès des mouvements protestataires, l'enchaînement des « révolutions » qui a secoué le monde arabe, leur « spontanéité », leur concomitance et le soutien immédiat et sans faille d'Etats étrangers posent question. Car le film des évènements dans les différents pays offre tous les signes d'une opération planifiée et coordonnée, dans laquelle les influences extérieures semblent déterminantes.

La grande illusion des « révolutions » arabes

Écrit par Éric Denécé

Dimanche, 02 Décembre 2012 19:16

En effet, depuis le milieu des années 2000, observant la répétition des mouvements de contestation, des experts étrangers ont su percevoir les insatisfactions et les attentes des populations. Ils ont compris qu'ils pouvaient les exploiter à leur profit, en manipulant les foules, en leur donnant l'impression qu'elles conduisaient une « révolution », alors que leurs frustrations étaient seulement utilisées et catalysées pour parvenir à d'autres objectifs. Les événements auxquels nous avons assisté étaient ainsi en préparation depuis plusieurs années, bien que leur déclenchement n'ait pas été précisément planifié.

Trois types d'acteurs extérieurs ont joué un rôle majeur dans le démarrage, la conduite et le succès de ces « révolutions » : les Etats-Unis, les monarchies du Golfe et les Européens. Si les deux premiers ont conduit une véritable stratégie en cette occasion, les derniers n'ont été que des suiveurs, sans toujours discerner qu'ils étaient eux-mêmes utilisés par les premiers.

La stratégie américaine

Depuis la fin de la Guerre froide, les éléments qui fondent la stratégie de Washington en Afrique du Nord et au Proche et Moyen-Orient sont traditionnellement au nombre de quatre : contrôler les ressources pétrolières ; garantir ses débouchés commerciaux dans la région ; assurer la sécurité d'Israël ; et renverser le régime iranien, islamiste, terroriste et proliférant. La « guerre globale contre le terrorisme », décrétée par George W. Bush, en est le cinquième, et le plus récent.

Après les attentats de septembre 2001, constatant, à leur grande surprise la haine qu'une grande partie des populations arabo-musulmanes leur vouaient, les Etats-Unis ont essayé de comprendre les racines de cette détestation. Parmi les éléments forts qui furent mis en lumière à l'occasion de diverses études réalisées, deux ressortaient particulièrement : le soutien

indéfectible à l'Etat d'Israël ; l'appui aux régimes arabes, corrompus et tyranniques afin d'empêcher l'accès au pouvoir de courants islamistes.

S'il n'était pas question que les Etats-Unis transigent sur le premier, la Maison-Blanche décida de reconsidérer sa position quant au second, surtout si cela devait ralentir la vague de terrorisme contre ses intérêts et ses ressortissants. Washington n'allait donc plus s'opposer à l'accès au pouvoir d'islamistes et allait même les aider à renverser les régimes corrompus et népotiques sous lesquels vivaient l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, mais selon ses conditions et son calendrier. Ceux-ci étaient simples :

- pas question de toucher à Israël, ni aux monarchies pétrolières du Golfe, qui assurent l'essentiel de l'approvisionnement énergétique américain, dans la suite des accords du *Quincy* de 1945. Par contre, le renversement des autres régimes pouvait être réalisé ;

- en contrepartie du soutien des Etats-Unis, les régimes islamistes devaient s'engager à renoncer au terrorisme, reconnaître l'Etat d'Israël, s'insérer dans l'économie libérale mondialisée et favoriser les entreprises américaines sur les marchés locaux.

Ainsi, la nouvelle position de Washington se résumait à l'analyse suivante : « *si les Arabes sont assez stupides pour vouloir vivre sous des régimes islamiques, eh bien, aidons les à le faire si cela favorise notre sécurité et notre business*

». En clair, et avec un très net mépris : «

A eux la charia, à nous le pétrole !

».

Une autre condition souhaitée par Washington était celle du maintien du rôle des militaires dans les sociétés arabes. Depuis plusieurs années, les Etats-Unis encouragent et appuient les armées d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient pour qu'elles évoluent vers un rôle « à la turque », c'est-à-dire qu'elles n'occupent pas le pouvoir – sauf cas de force majeure - mais qu'elles soient les garantes de la stabilité dans leur pays contre l'islamisme, qu'elles contribuent à la stabilité régionale et qu'elles ne manifestent pas d'hostilité réelle à l'égard d'Israël.

L'intérêt de cette stratégie s'est trouvé renforcé en raison de la crise économique de la fin des années 2000, car il était essentiel pour Washington de relancer à tout prix la croissance de son

La grande illusion des « révolutions » arabes

Écrit par Éric Denécé

Dimanche, 02 Décembre 2012 19:16

économie et de réduire la compétitivité de ses concurrents, principalement européens. De plus, le contrôle des ressources pétrolières du Moyen-Orient – et des Etats de la région - est devenu une nécessité absolue dans la rivalité stratégique qui s'affirme chaque jour davantage avec la Chine, afin de freiner le développement de son économie, grande consommatrice d'hydrocarbures, et de son appareil militaro-industriel.

Ainsi, cette stratégie a été mise en œuvre en Afrique du Nord, du Maroc à l'Égypte, mais aussi au Yémen, foyer terroriste indéniable, et en Syrie, Etat opposé à Washington, allié de l'Iran et abritant une importante base navale russe.

En revanche, notons qu'à Bahreïn et en Arabie saoudite, pays qui disposent d'immenses réserves pétrolières, qui abritent d'importantes installations militaires américaines et dont les gouvernements sont les obligés de Washington, les émeutes ont été durement réprimées sans que les médias occidentaux s'en émeuvent. Le printemps arabe n'a pas eu lieu pour les chiites en révolte contre les autorités. Avec l'accord de Washington, Ryad a accédé à la demande de l'émir de Bahreïn et a envoyé plusieurs milliers d'hommes réprimer la contestation, sans que personne - et surtout pas *Al-Jazeera* dont le siège est pourtant situé au Qatar voisin – n'y trouve rien à redire.

Les objectifs des Etats du Golfe

D'autres acteurs que les Etats-Unis avaient intérêt au renversement des régimes en place et à leur remplacement par des gouvernements islamistes ou pro-islamistes : les monarchies pétrolières du Golfe, au premier rang desquelles l'Arabie saoudite, le Qatar et dans une moindre mesure, les Emirats arabes unis.

La grande illusion des « révolutions » arabes

Écrit par Éric Denécé

Dimanche, 02 Décembre 2012 19:16

Malgré la rivalité qui les oppose – essentiellement due à l'orgueil et à l'égo de leurs dirigeants respectifs – Ryad et Doha partagent des intérêts similaires :

- répandre le wahhabisme partout dans le monde arabo-musulman, cette forme de l'islam sunnite radical et intolérant qu'ils ont adoptée. Rappelons que ces Etats ont longtemps été – non officiellement évidemment – des soutiens de poids pour Al-Qaïda ;
- fédérer un front sunnite afin de faire face à l'Iran et à ses ambitions « expansionnistes » - en Irak et dans le Golfe principalement – comme à la menace proliférante qu'il représente ;
- se maintenir au pouvoir à tout prix et assurer leur sécurité - ce dont ils sont, seuls, absolument incapables - grâce au soutien des Etats-Unis, auxquels des concessions doivent donc être consenties.

Accessoirement, les chefs de ces Etats souhaitaient également régler quelques comptes personnels avec les autres dirigeants des régimes ciblés, notamment Muammar Kadhafi, lequel, dans sa folie, dénonçait régulièrement – et souvent avec justesse – les travers de ces monarchies pétrolières.

Le rôle confus des Européens

La grande illusion des « révolutions » arabes

Écrit par Éric Denécé

Dimanche, 02 Décembre 2012 19:16

En revanche, les acteurs européens n'avaient ni stratégie ni intérêt particulier à soutenir les « révolutions » arabes. Certes, nos sociétés démocratiques sont naturellement favorables au renversement de la tyrannie partout où cela est possible et bénéfique pour les peuples, mais cela ne représentait, pour nos Etats, aucun enjeu stratégique.

Tout conduit à croire que les Européens, France et Royaume-uni en tête, se sont comportés comme des « idiots utiles » dans cette affaire, soit qu'ils n'aient pas perçu les stratégies des Etats-Unis et des pays du Golfe, soit qu'ils aient aveuglément obtempéré aux demandes de Washington et de l'OTAN, soit encore – et c'est bien pire et infiniment plus stupide – qu'ils aient cru pouvoir jouer un rôle et devancer Washington. C'est évidemment le cas de la France du président Sarkozy, lequel a fait preuve de beaucoup d'énergie sans s'apercevoir qu'il n'en faisait que davantage le jeu des autres acteurs. Ce qui peut sembler acceptable de Londres, traditionnellement allié indéfectible de Washington, ne l'est pas de Paris. D'ailleurs, si aujourd'hui la coopération tripartite franco-américano-britannique semble si bonne, en Syrie après la Libye, c'est simplement parce que Paris a totalement adopté les vues de ses partenaires anglo-américains. L'Allemagne, à travers son engagement dans la crise syrienne, semble suivre le même néfaste chemin, alors que Berlin s'était fort intelligemment abstenu sur le dossier libyen, tout comme l'avait fait Rome, plus mesuré sur ces dossiers.

La mise en oeuvre de méthodes éprouvées de déstabilisation et de manipulation

Comme les peuples arabes ne semblaient pas capables de renverser, seuls, les régimes despotiques qu'ils souhaitaient mettre à bas, les Etats-Unis leur ont apporté l'aide nécessaire, ce qui leur a permis, par ailleurs, de mieux orienter et contrôler la dynamique.

Ces soulèvements ont été minutieusement préparés car l'expérience avait montré que l'énergie

La grande illusion des « révolutions » arabes

Écrit par Éric Denécé

Dimanche, 02 Décembre 2012 19:16

des contestations spontanées des années précédentes ne suffisait pas et qu'une ingénierie professionnelle était nécessaire. C'est la raison pour laquelle il est possible de retrouver, derrière ces événements, une stratégie, des acteurs, des méthodes et des slogans comparables à ceux qui furent employés en Serbie, en Ukraine et en Géorgie, afin de renverser les régimes autoritaires demeurés les alliés de Moscou : développement d'un mouvement citoyen, action non violente, rôle essentiel des ONG et de la presse, pressions politiques, etc. Toutes les techniques utilisées dans le cadre du printemps arabes sont issues de l'expérience des révolutions « de couleur » ayant eu lieu en ex-Yougoslavie et en Europe de l'Est.

Les relais (médias internationaux, internet et réseaux sociaux), largement contrôlés par les instigateurs des révoltes arabes, allaient permettre de donner aux mouvements tout le retentissement nécessaire. Le contexte étant par ailleurs favorable, les peuples d'Afrique du Nord et du Proche et Moyen-Orient allaient s'engouffrer dans la voie qui avait été tracée, à leur insu et, comme les faits commencent à le démontrer, souvent à leur détriment.

Il importe de mettre en lumière cette stratégie en en décomposant le processus et les étapes, car de très nombreux observateurs et acteurs ne les ont pas perçus.

Mise en place du contexte et création des conditions favorables

Il n'est guère difficile de retrouver les traces de la préparation du « printemps » arabe. Le plus souvent, celles-ci sont à peine dissimulées. L'action s'est organisée à travers trois modalités qui ont rendu possible le déclenchement d'une dynamique « irrésistible » : la sélection et la formation des leaders de la contestation ; la mise en réseau des activistes et le soutien aux mouvements « pro-démocratie » – deux actions dans lesquelles les ONG dites des « droits de l'Homme » et les fondations d'outre-Atlantique ont joué un rôle essentiel ; enfin, l'exploitation

des « révélations » de Wikileaks ont été le facteur qui a conduit la population à basculer définitivement dans le camp de la contestation.

- La sélection et la formation des leaders de la contestation

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, afin d'assurer leur influence, les Américains soutiennent dans le monde entier des programmes destinés aux futures élites[12]. Cette méthode s'intitule

Empowerment

: elle consiste à identifier, approcher, former et soutenir des individus qui joueront, à plus ou moins long terme, un rôle majeur dans leur propre pays, afin de promouvoir les intérêts politiques ou économiques des Etats-Unis. Bien que nous soyons là clairement dans le registre de l'influence, il ne s'agit pas toutefois d'action clandestine. Ce n'est pas la CIA qui en a la charge, mais les départements d'Etat, du Commerce, les universités, certaines associations professionnelles, des fondations, etc. Ces programmes sont élaborés de manière très professionnelle, les individus sélectionnés sont étroitement suivis et « entretenus » par une action régulière, ce qui permet à Washington de disposer de relais de qualité dans les pays et les sociétés ciblés.

A partir du milieu des années 2000, les « recrutements » se sont multipliés dans les pays d'Afrique du Nord et du Proche et Moyen-Orient, qui sont devenus des cibles importantes pour les Américains dans le cadre de la recomposition du monde arabe soutenue par Washington. Une des meilleures illustrations en est la *Middle East Partnership Initiative* qui recrute des étudiants maghrébins déjà diplômés [13].

Mais cette démarche ne concerne pas seulement les pays émergents. Dans son livre récent, Claude Revel, éminente spécialiste des stratégies d'influence, rappelle que la presse française a révélé en 2011 l'extraordinaire action de « fourmi » menée par les spécialistes de l'ambassade américaine à Paris pour identifier, dans nos banlieues, les « jeunes issus de l'immigration », puis inviter les meilleurs d'entre eux aux Etats-Unis[14].

La grande illusion des « révolutions » arabes

Écrit par Éric Denécé

Dimanche, 02 Décembre 2012 19:16

Dans le cadre de la préparation du printemps arabe, la formation a pris un caractère très opérationnel, grâce à l'action d'ONG spécialisées. Ainsi, les cadres du « Mouvement du 6 avril », qui a permis de chasser du pouvoir Hosni Moubarak, ont été formés à ce qu'il convient d'appeler « la révolution non violente » à l'occasion de séminaires organisés en Serbie par l'ONG CANVAS (*Center for Applied Non Violent Action and Strategies*[15]).

CANVAS n'est autre qu'une émanation du mouvement serbe Otpor (« Résistance »), organisation qui a joué un rôle majeur dans la chute de Slobodan Milosevic, avec le soutien des Etats-Unis. Après le renversement du régime serbe, Otpor est devenu le principal centre de formation mondial pour l'action non-violente. Dès lors, on retrouve la trace des « consultants » de CANVAS dans la « révolution des roses » en Géorgie et durant la « révolution orange » en Ukraine.

A partir de janvier 2011, le logo de CANVAS est brandi par les étudiants égyptiens du Mouvement du 6 avril qui manifestent dans les rues du Caire. Mohamed Adel, « célèbre » blogueur égyptien un temps incarcéré pour délit d'opinion, reconnaît avoir effectué un stage auprès de cette organisation durant l'été 2009.

Comme le rappelle Bernard Owen, en introduction du remarquable ouvrage collectif qu'il a dirigé, *La Société civile, un cheval de Troie ?*, « depuis les années soixante-dix, tout a été prévu jusqu'aux détails. La formation internationale de nos activistes comprend ce qu'il faut dire, et les attitudes qu'il faut avoir devant les étrangers qui viennent leur rendre visite. La naïveté de certains de leurs visiteurs, qu'ils soient intellectuels ou politiques, laisse rêveur [16] ». En réalité, il s'agit bien davantage de formatage des esprits [17] que de formation.

- *La mise en réseau des activistes et le soutien aux mouvements « pro-démocratie »*

Dès 2007-2008, des conférences organisées sous l'égide d'ONG américaines, comme *Freedom House* ou l'*International*

Republican Institute

et de CANVAS, et où étaient présents la plupart des blogueurs et des leaders d'opinions du futur printemps arabe, ont instillé le germe de la démocratie dans les sociétés d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

Par exemple, en 2008, s'est tenue au Maroc une importante réunion organisée par le département d'Etat américain en présence d'Hillary Clinton. Y furent invités de nombreux représentants des mouvements des droits de l'homme des pays du Maghreb, de Libye et d'Egypte. Parmi eux figuraient de nombreux leaders de la future contestation égyptienne, mais aussi Ali Zeidan, qui deviendra le représentant du Conseil national de transition libyen (CNT) en Europe, puis, en octobre 2012, le Premier ministre de Libye.

De même, toujours en 2008, les Américains ouvraient, au sein de leur ambassade de Tunis, un bureau pour recevoir les Tunisiens de la « société civile ». La tradition diplomatique veut qu'une légation n'entretienne pas de liens directs et publics avec la population du pays d'accueil. Mais Washington s'affranchit de ses règles, sans déclencher d'action des autorités de Tunis.

Puis, comme le rappelle Sami Ben Gharbia[18], « *au cours de son discours « Remarques sur la liberté d'internet [19] » du 21^{er} janvier 2010, la secrétaire d'État Hillary Clinton a élevé la liberté de l'Internet au rang de priorité de politique étrangère de la nouvelle administration Obama. Deux mois avant ce discours, en novembre 2009, Mme Clinton a annoncé le lancement de l'« Initiative société civile 2.0*

[20]

» qui aidera les organisations indépendantes à travers le monde à utiliser la technologie numérique, attribuant 5 millions de dollars de subventions à des programmes pilotes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord qui permettront d'accroître les nouveaux médias et les capacités de mise en réseau des organisations de la société civile

[21]

»

.

Parallèlement, une initiative intitulée « Réseau des blogueurs du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord » a été lancée par le *National Democratic Institute for International Affairs*(NDIA), basé à Washington, en septembre 2010, à l'occasion de la conférence

Internet Liberty 2010

organisée par Google et la

Central European University

à Budapest. Il convient de préciser que le NDIA est une « filiale » du

National Democratic Institute (

NDI), un

Think Tank

proche du Parti démocrate - bien que se déclarant « non partisan » - créé par le gouvernement américain avec le support du

National Endowment for Democracy

, «

pour relier les dons destinés à la mise en place de la démocratie dans les pays en développement

[22] ».

Ainsi, grâce à une stratégie très élaborée et à une planification sans faille, une véritable infrastructure de soutien aux « révolutions » a été mise en place afin de permettre le succès des mouvements de l'hiver et du printemps 2011. Il ne manquait plus que le « facteur déclenchant », chargé de mettre le feu aux poudres.

- *Wikileaks* : vraies révélations ou fausses fuites ?

Comme Claude Revel le rappelle dans son excellent livre *La France, un pays sous influences*[23], la révélation de documents diplomatiques américains par Wikileaks - un an avant les événements -, a bénéficié à cette stratégie. On est en droit de s'interroger si elle n'en faisait pas directement partie, les « fuites » n'auraient alors été qu'une « préparation du terrain ».

C'est ce que semble confirmer Julian Assange, fondateur et dirigeant de Wikileaks, dans une interview au journal *Libération*, le 16 avril 2011 : « *Tout cela n'est pas parti tout seul, il fallait un déclencheur, qui fut la publication par WikiLeaks de câbles diplomatiques sur ces pays. Ils ont été repris par des journaux locaux, en arabe, comme Al-Akbar au Liban, ou par des clones de WikiLeaks, comme TunisiaLeaks, en Tunisie. (...) (Ces câbles) ne faisaient pas que décrire la corruption du régime de Ben Ali, ils mettaient aussi en évidence son extrême fragilité : clairement, (...) on comprenait que s'il y avait un conflit entre le régime de Ben Ali et l'armée, les États-Unis ne le soutiendraient pas nécessairement. Cela a envoyé un signal fort aux activistes en Tunisie, mais aussi à l'armée, aux partisans de Ben Ali et aux régions voisines* ».

Ainsi, la révélation par le site d'informations confidentielles issues des télégrammes diplomatiques américains a « empêché » les États-Unis de continuer à soutenir publiquement des dictateurs que les messages de leurs propres ambassadeurs mettaient en cause[24]. « *La publication après traduction par des opposants tunisiens en arabe et français sur le site nawaat.org des télégrammes diplomatiques américains publié par Wikileaks, en particulier ceux qui décrivaient le régime de Ben Ali comme une véritable mafia, ont pesé dans les mobilisations : des diplomates étrangers (certes dans des télégrammes non destinés à être publiés) corroboraient ce que les Tunisiens disaient en privé et vivaient dans leur quotidien. Dans l'effondrement du mur de la peur, ce facteur a été important [25] ».*

Dès lors selon Julian Assange, « *Le Moyen-Orient était comme du bois prêt à flamber[26] »* et l'incendie n'allait pas tarder à prendre.

Les modalités du passage à l'action : la manipulation des foules et de l'opinion internationale

Pour les instigateurs du printemps arabe, la création des conditions favorables ne suffisait pas. Il était indispensable de s'assurer que les mouvements parviennent aux résultats qui étaient recherchés. D'où la mise en œuvre de techniques de manipulation et de déstabilisation ayant pour but de leur garantir le succès.

- La tactique payante des actions civiles non violentes

Comme l'explique Bernard Owen, la nouvelle stratégie employée a été celle de l'« action non violente », également dénommée « action spontanée», alors même qu'elle est savamment et puissamment orchestrée et qu'elle bénéficie de fonds considérables venant de l'étranger, sans que l'on puisse en contrôler le niveau ou le cheminement exact[27].

Ce phénomène a été particulièrement étudié par le sociologue Jean Baechler, membre de l'Académie des sciences morales et politiques : la « Défense par actions civiles » (DAC) « est l'invention de son thuriféraire, un certain Gene Sharp, fondateur d'une Albert Einstein Institution et auteur de nombreux ouvrages. Le propos de la DAC se résume en quelques mots. Elle se fait fort de déjouer les usurpations internes à une politique et de défaire des agressions et des occupations venues de l'extérieur, en recourant à un ensemble de stratégies et de tactiques non violentes: la désobéissance délibérée aux lois, l'arrêt systématique des activités économiques, le refus par l'administration de se plier aux directives, les réticences puis la mutinerie des soldats et des policiers. Le lien de la DAC avec la démocratie est explicite, car la stratégie doit servir avant tout sa défense, soit en la sauvant, là où elle existe mais se trouve menacée, soit en la promouvant, là où elle n'existe pas encore [28] ».

Pour Gene Sharp, « L'« action non violente est une technique, qui permet de mener à bien des conflits tels qu'une guerre menée par une armée, un gouvernement parlementaire, un combat de guérilla. Elle utilise la psychologie, des moyens sociaux, économiques et politiques. Elle a servi dans des conditions diverses pour de bons et de mauvais objectifs. Elle a été utilisée pour changer des gouvernements ou, au contraire, pour soutenir des gouvernements ».

L'Américain précise les termes qu'il souhaite employer pour ses actes : « action non violente»,

« luttes non violentes»,

ou « le pouvoir du peuple

». Il décrit leur façon de travailler : « nous n'informons pas le peuple d'une autre nation face à un conflit quant à la façon dont il devrait agir. Nous pouvons fournir de la compréhension et du savoir, quand interrogés. Nous soulignons l'importance d'une étude sérieuse, d'une pensée indépendante et de la volonté

».

Robert Helvey, président très actif de l'*Albert Einstein Institute* (AEI) – et ex-colonel de l'*US Army* -

le confirme : «

une action militaire requiert beaucoup plus d'argent qu'une action non violente, mais cela demande quand même une certaine somme. Il faut des radios, la capacité de produire et de diffuser de l'information. Il faut pouvoir former les gens. Il est nécessaire de financer les activistes pour qu'ils nourrissent leur famille

». Surtout, il affirme : «

il faut convaincre certains militaires et fonctionnaires qu'ils ont intérêt à venir avec nous. Ils viendront de notre côté quand ils seront convaincus que nous allons gagner.

»

[29]. Voilà qui éclaire d'un nouveau jour le rôle de l'armée en Tunisie et en Egypte.

- *Les médias* : des experts en déformation de la réalité

Les médias internationaux ont été la principale chambre d'écho des mouvements du printemps arabe et ont joué un rôle de levier extraordinaire. En effet, être reconnu internationalement permet de consolider la dynamique dans son propre pays et de convaincre les participants que le monde a les yeux fixés sur eux et les soutient.

Mais il convient de préciser que lorsque l'on parle des médias internationaux, nous n'évoquons en réalité que les chaînes de télévision anglo-américaines et arabes qui donnent le ton. Ce sont en premier lieu CNN (Etats-Unis) et *Al-Jazeera* (Qatar) et, à un degré moindre, *BBC World* (Royaume uni) et

Al

-

Arabiya

(Arabie saoudite). Comme par hasard, ces médias sont de même nationalité que les Etats qui avaient le plus intérêt au succès des « révolutions » arabes.

Dans cet inventaire il n'est nullement question de *France 24* ou de *TV 5 Monde*. Les médias francophones - comme les autres d'ailleurs - ne sont que des suiveurs et reprennent, généralement sans même les analyser, les nouvelles et les images que diffusent les médias « internationaux ». Ce mimétisme est accru par l'incroyable manque de sérieux des rares « grands reporters » français, lesquels, insérés au milieu de leurs collègues anglo-saxons, ne dérogent pas au

Mainstream

que ceux-ci imposent et ne remettent jamais en cause la version de la réalité servie par ces médias. En conséquence, l'information diffusée en Occident et dans le monde n'est absolument pas crédible, tant elle est orientée, déformée, tronquée. Les exemples sont nombreux et le lecteur en trouvera quelques-uns dans cet ouvrage.

A titre d'illustration, dans le conflit syrien, la source de référence quasi unique des médias occidentaux pour les informations de terrain est l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), organisme partisan basé Londres, financé par les médias arabes et instrument de propagande favorable aux Frères musulmans. C'est à lui qu'on doit le décompte des victimes - souvent fort fantaisiste - et l'attribution des massacres.

- *Le rôle amplificateur d'internet et des réseaux sociaux*

Dans les cas tunisien et égyptien, on a beaucoup évoqué le rôle tenu par internet et les réseaux sociaux (*Facebook* et *Twitter*). Leur importance capitale a été confirmée par Wael Ghonim, employé de Google, sur CNN, début février 2011. Sa déclaration a été reprise sur de nombreux sites : « *Je veux rencontrer Mark Zuckerberg un jour et le remercier (...). Je parle au nom de l'Égypte. (...). Cette révolution a commencé en ligne. Cette révolution a commencé sur Facebook* ».

Mais selon Sami Ben Gharbia, « *le "mantra" de la liberté sur la Toile, diffusé à partir de Washington DC, n'est qu'une couverture pour des agendas géopolitiques stratégiques* ». En effet, le « territoire » numérique permet désormais une forme d'ingérence permanente de la société civile internationale, par le biais des mobilisations en ligne en faveur des contestataires [30].

Depuis une dizaine d'années, comme le rappelle Claude Revel, le département d'État américain s'appuie ouvertement sur internet et les réseaux sociaux pour contribuer à ses stratégies géopolitiques mondiales. A cet effet, il a bâti des partenariats étroits « avec l'oligarchie des groupes de l'Internet, tout particulièrement Google et Facebook. Il semble que le déclenchement des révolutions arabes doive beaucoup aux réseaux sociaux et que les dirigeants de ces derniers aient des liens non cachés avec le gouvernement américain [31]

». Washington utilise ces nouveaux médias pour déstabiliser ses adversaires.

« Prenons simplement l'exemple de l'Iran : a été adopté en juillet 2009 le VOICE (Victims of Iranian Censorship Act), qui attribue 30 millions de dollars au Broadcasting Board of Governors en 2009 pour aider à la diffusion d'émissions en persan vers l'Iran par Radio Free Europe, Radio Liberty's, Radio Farda and the Voice of America's Persian News Network, 20 millions de dollars pour « l'éducation électronique iranienne, l'échange, et des fonds pour les médias », qui aideront les Iraniens à contourner la censure de l'Internet, sans oublier 5 millions de dollars pour le Département d'État pour rédiger des rapports sur les violations des droits depuis les élections de 2009. La date de ces mesures a son importance, juste après les élections et les mouvements iraniens de juin [32]» .

- Pressions et ingérences des acteurs étrangers

Lorsque les actions « indirectes » ou « spontanées » ne suffisent pas, ou lorsque certains gouvernements visés tentaient de contrecarrer la stratégie américaine, des interventions directes des autorités de Washington ont eu lieu, afin de lever tout entrave au bon déroulement des « révolutions ».

Ainsi, le 22 février 2011, Philip Crowley, porte-parole du département d'État, n'hésita pas à poster un *tweet* sur internet au sujet des événements en Algérie : « La décision du gouvernement algérien de lever l'état d'urgence est positive mais elle doit se traduire par une extension des libertés et un véritable changement

». Comment un gouvernement étranger peut-il ainsi donner des instructions à un autre Etat ? Il s'agit clairement d'influencer les événements en cours, sachant que l'origine de ce *tweet*

le fera reprendre par de nombreux internautes parmi lesquels des médias ! Le même

La grande illusion des « révolutions » arabes

Écrit par Éric Denécé

Dimanche, 02 Décembre 2012 19:16

porte-parole a abondamment utilisé

Twitter

pendant les événements, affichant sans complexe son soutien aux mouvements de contestation. Selon Claude Revel, il s'agit d'une action d'influence tellement ouverte qu'on ne peut pas ne pas y voir une sorte de menace voilée aux gouvernements « réticents » : «

nous pouvons si nous le voulons actionner des foules

[33] ».

Les méthodes et moyens utilisés par les Américains – et accessoirement par leurs alliés – ne relèvent pas d'actions clandestines. C'est pourquoi on aurait tort d'y voir la main de la CIA.

L'agence de renseignement américaine a certes, pendant la Guerre froide, créé et développé des moyens de ce type pour contrebattre la propagande de l'Union soviétique. *Radio Free*

Europe

et *Voice*

of America

en furent les premières manifestations. Mais aujourd'hui, la CIA est largement recentrée sur la recherche du renseignement et l'action contre les terroristes qui menacent la sécurité des Etats-Unis. La stratégie des « révolutions » arabes a été pensée dans divers

Thinks Tanks

, son pilotage a été confié au département d'Etat et les acteurs en sont les Fondations et ONG qui agissent à visage découvert. Ce qui était clandestin pendant l'affrontement Est-Ouest – et relevait donc des services spéciaux – n'est désormais plus de leur ressort unique : l'« Action » est désormais conduite à un autre niveau.

Un bilan désastreux

Lorsque l'on se penche sur les résultats effectifs des « révolutions » du printemps arabe, on est saisi par les conséquences néfastes qu'elles ont engendrées, aussi bien dans les pays où elles se sont produites, que sur leur environnement régional et international. Comparés à cela, leurs

effets bénéfiques – la chute de dictateurs - sont bien minces

Quand l'on fait un inventaire de la situation de la démocratie et de la liberté dans les Etats dans lesquels ont eu lieu ces pseudo-révolutions, le bilan est édifiant. Dans le meilleur des cas, les conditions demeurent inchangées malgré la chute des régimes autoritaires : et, souvent, elles ont empiré : recul des droits de l'homme, régression du statut de la femme, menaces contre les minorités non musulmanes, destruction de monuments religieux, etc. Tout cela est principalement dû à l'installation de régimes islamistes soutenus par l'Occident, dont certains ne dissimulent pas leur volonté d'instaurer la charia.

De plus, partout, les « révolutions » ont généré des situations sécuritaires de plus en plus instables. La distribution d'armes, la disparition de l'état de droit, son remplacement par des lois islamiques, la désorganisation de la police, les règlements de compte, la libération de criminels et de bandits... autant d'éléments qui rendent la vie de plus en plus difficile pour les citoyens des pays touchés par le printemps arabe. Pire, en Syrie, et à un degré moindre en Libye, c'est une véritable guerre civile qui a éclaté, opposant factions, tribus ou ethnies entre elles, attisée par l'étranger qui souffle sur les braises.

En conséquence, beaucoup de problèmes risquent de surgir à plus ou moins brève échéance. Six risques majeurs nous paraissent devoir découler de ces « révolutions de dupes », impulsées et contrôlées de l'étranger :

- la reprise des révolutions ou de contre-révolutions,

- la radicalisation des régimes islamistes ayant accédé au pouvoir,

- l'affrontement entre les acteurs de la sécurité nationale,

- la décomposition de certains Etats,

La grande illusion des « révolutions » arabes

Écrit par Éric Denécé

Dimanche, 02 Décembre 2012 19:16

- la déstabilisation durable de l'Afrique de l'Ouest

- l'accroissement des tensions entre grandes puissances.

- *Reprise des révolutions ou de contre-révolutions*

Une partie de la population va tôt ou tard réaliser qu'elle a été flouée. Cela pourrait entraîner des chocs en retour et une reprise des émeutes. Nous en voyons peut-être déjà quelques signes avant-coureurs à travers les manifestations qui semblent reprendre ou continuent ici et là, soit qu'une partie de la population considère que son action a été détournée de ses buts, soit qu'une réaction s'organise afin d'en corriger les excès, notamment l'imposition de lois et mesures islamistes. C'est ce qu'observe Walid Phares, « *à terme, le printemps arabe ou arabo-islamique reviendra. (...) Aujourd'hui, les sociétés civiles arabes et islamiques s'organisent, apprennent à se structurer et reconstituent leurs réseaux afin de résister à la montée islamiste* [34] ».

- *Radicalisation des régimes islamistes ayant accédé au pouvoir*

Dans tous les pays concernés, le « printemps arabe » a été suivi par un "hiver islamiste", c'est-à-dire l'accès, le plus souvent par l'élection, de partis fondamentalistes au pouvoir. Le schéma a été presque le même partout : ce sont les « libéraux » qui ont renversé la dictature ou initié les mouvements de contestation, mais ils ont été rapidement évincés par les islamistes et les salafistes [35]. Si ces derniers ne paraissent avoir joué qu'un rôle modeste dans les « révolutions », ils ont su les détourner à leur profit, car ils sont très bien organisés. En particulier, les Frères musulmans ont su jouer astucieusement, disant aux Occidentaux ce que ces derniers voulaient entendre, parlant de « démocratie » et de « société civile », voire agitant le danger salafiste afin de montrer qu'ils étaient un moindre mal.

Les islamistes se sont pour l'instant montrés plutôt discrets, mais jusqu'à quand ? Car, comme le rappelle Gilles Kepel, « *pour les membres de ces mouvements radicaux, presque tous issus de la clandestinité, la démocratie est en réalité la pire des impiétés, car elle substitue la souveraineté du peuple à celle d'Allah* » [36]. Il paraît évident que dès qu'ils auront les mains libres, ils reviendront à leurs objectifs traditionnels.

En Egypte, une partie de l'armée, acquise depuis longtemps à la confrérie des Frères musulmans, a fait basculer, mi-2012, le rapport de force contre le maréchal Hussein Tantaoui et le chef d'état-major Sami Annan, tous deux mis à la retraite anticipée et relégués au rang de « conseillers » du chef de l'État. Walid Phares s'en inquiète : « *une victoire totale des islamistes en Égypte pourrait conduire à la création d'un espace islamiste géant de Gaza au Maroc, mais les libéraux égyptiens n'ont pas encore dit leur dernier mot* » [37].

La Libye, pays où les Occidentaux ont le plus investi en termes militaires et financiers, est en train de devenir le pays le plus anti-occidental du printemps arabe : les milices islamistes et les groupes djihadistes liés à Al-Qaïda quadrillent le territoire, les tribus importantes sont entrées en dissidence, les minorités africaines et amazighs se soulèvent. « *À terme, nous risquons de nous trouver devant une version nord-africaine de l'Afghanistan sous les talibans* » [38].

Les événements de la mi-septembre, qui ont secoué la « rue » arabe après la diffusion sur internet du film américain tournant le prophète Mahomet en dérision [39] en sont un signe. Si ce court métrage est une provocation honteuse, ce n'est qu'une initiative privée de quelques extrémistes résidant aux États-Unis. La réaction disproportionnée des islamistes montre qu'ils n'attendent qu'une occasion pour poursuivre l'imposition de leurs valeurs et manifester leur haine de l'Occident. Et la violence de l'attaque contre l'ambassade américaine à Benghazi – qui a provoqué la mort de quatre diplomates –, doit interpellé Washington sur la pertinence de sa stratégie et de ses alliances.

- *Affrontement entre les acteurs de la sécurité nationale*

La répression des manifestations du printemps 2011 ayant été essentiellement d'ordre policier, les militaires, en particulier en Tunisie et en Egypte, ont, grâce à leur neutralité, gagné en popularité et respectabilité. L'image de l'armée est sortie renforcée des événements du « printemps ».

En revanche, forces et services de sécurité intérieure ont été les premières cibles des manifestants. « *Les services policiers, qui ont pendant longtemps permis aux régimes de se maintenir par un contrôle constant de la population, sont considérés comme le bras armé de la classe dirigeante. Ils symbolisent l'oppression et la violence du régime* [40] ». Aussi, leurs locaux, garnisons, casernes ont été attaqués et détruits, leurs arsenaux pillés, et un certain nombre de leurs hommes tués. Souvent les services d'état-civil et les tribunaux ont subi le même sort. De nombreuses archives et matériels ont été détruits. Des prisons ont été prises d'assaut et de nombreux criminels et terroristes ont recouvré la liberté. Plus grave, par crainte de représailles de la population, de nombreux policiers ont disparu dans la nature, n'ont pas réintégré leur poste ou ont démissionné. Les appareils policiers - mais aussi la justice - sont donc profondément désorganisés. En conséquence, notamment en Tunisie, le taux de criminalité ne fait qu'augmenter, d'autant que l'armée est très réticente à intervenir.

Mais en orientant l'agressivité de la population contre les forces de police locales, accusées - pas toujours sans raison - de tous les maux, les militaires ont engendré l'apparition d'une antagonisme profond entre les deux institutions, la police nourrissant le sentiment d'avoir servi de bouc émissaire. Dans les deux pays, on observe donc désormais une tension croissante entre les hommes « en noir » et les hommes « en vert. » Cela n'est guère positif pour la sécurité et la stabilité intérieures.

- Décomposition de certains Etats

Les révolutions arabes ont eu un autre effet pervers qui pourrait prendre de l'ampleur : elles ont favorisé toutes les tendances centrifuges, identitaires, autonomistes, sécessionnistes en Afrique du Nord et de l'Ouest comme au Proche et Moyen-Orient. Cette évolution ne semble pas être faite pour déplaire à certains acteurs extérieurs, qui visent justement à un redécoupage de la région dans le sens de leurs intérêts. En effet, une telle manœuvre a déjà été conduite en

ex-Yougoslavie avec les accords de Dayton (1995), qui ont divisé le pays en six nouveaux Etats.

Nous sommes ainsi en train d'assister à l'application d'une stratégie similaire de redécoupage du Moyen-Orient. Celle-ci est planifiée de longue date, comme il est possible de le voir sur les cartes de Ralph Peters[41]. Il s'agit de la mise en œuvre de la fameuse théorie américaine du « chaos reconstituteur » et de la recombinaison du Proche et Moyen-Orient pensée par les néoconservateurs.

Or, au lieu de régler les problèmes, partout, ces mesures risquent fort d'engendrer des affrontements entre groupes humains et font le lit de la renaissance d'antagonismes séculaires, jusqu'à présent contenus.

- Déstabilisation durable de l'Afrique de l'Ouest

Un des plus forts éléments d'inquiétude est la déstabilisation de tout l'espace sahélo-saharien suite à l'intervention de l'OTAN en Libye. La crise profonde que connaît le Mali en est la conséquence directe. Et d'autres pourraient suivre. Le fait que l'Algérie apparaisse aujourd'hui – ce qui peut paraître paradoxal – comme un îlot de stabilité montre à quel point la situation s'est dégradée dans cette région dont l'évolution impacte directement sur l'aire méditerranéenne et l'Europe.

La France, qui n'a pas hésité à s'engager militairement pour éliminer Kadhafi au profit des djihadistes et qui appelle la communauté internationale à en faire autant avec Bachar el-Assad, assiste, sans guère réagir, au dépeçage du Mali par des hordes fanatiques et criminelles, alors même que l'évolution de la situation dans cet espace est infiniment plus déterminante, pour sa sécurité comme pour celle de ses ressortissants, que celle du Proche-Orient.

- Accroissement des tensions entre grandes puissances

Dernier risque et non des moindres, la crise syrienne donne déjà lieu à un raidissement des positions des acteurs internationaux majeurs. Washington et ses alliés européens et arabes souhaitent le renversement du régime, ce à quoi s'opposent Moscou et Pékin, parce qu'ils ont avec ce pays des liens étroits et anciens, que cette perspective contrevient à leurs intérêts et parce que ces deux pays considèrent que les Occidentaux se sont joués d'eux dans l'interprétation qu'ils ont fait de la résolution 1973 de l'ONU pour la Libye.

Surtout, la Russie et la Chine perçoivent les risques de déstabilisation mondiaux de la stratégie américaine, laquelle, de plus, s'en prend directement à leurs intérêts en Afrique du Nord et au Proche et Moyen-Orient. Cela risque fort de provoquer des chocs en retour catastrophiques pour l'équilibre mondial. Ces deux Etats sont en train de parvenir à la conclusion que l'hostilité de Washington à leur égard ne s'atténue pas et que cette attitude appelle des réactions afin d'en contrer les effets. Certains parlent même d'une nouvelle Guerre froide en Syrie.

*

Alors que la très grande majorité des médias et des observateurs internationaux, dans un élan d'enthousiasme naïf, tend à faire de ces fort mal nommées « révolutions » arabes, le symbole de l'émancipation des peuples d'Afrique du Nord et du Proche-Orient face à la tyrannie, et un événement majeur du XXI^e siècle, il nous est apparu important d'en donner une lecture plus objective, en nous attachant à une compréhension en profondeur du phénomène, n'omettant pas le « dessous des cartes », démarche propre aux spécialistes du renseignement, car il importe d'en saisir l'envers du décor.

En effet, les jugements formulés sur ce phénomène qui a déclenché un réel engouement en Occident, relèvent le plus souvent d'une perception erronée des faits[42], en raison de l'émotion qu'il a suscitée, de la manipulation orchestrée par des médias loin d'être neutres, voire d'une forme de pensée post-coloniale culpabilisante.

C'est pourquoi il convient de dessiller les yeux de nos contemporains sur ces événements qui ont largement été montés et manipulés par des acteurs étrangers, afin de défendre leurs intérêts, sans prise en compte aucune de ceux des peuples arabo-musulmans. Un tel décryptage est indispensable, car tôt ou tard, tous comprendront qu'ils ont été floués. Beaucoup d'entre eux mesurent déjà, en Tunisie, en Libye et ailleurs, que si la situation ancienne n'était pas la plus enviable, celle qui résulte du « printemps » ne vaut guère mieux, quand elle n'est pas franchement pire.

Si dans tous ces pays, l'aspiration à plus de liberté et le ras-le-bol devant le népotisme et la corruption des régimes – davantage qu'à de la démocratie occidentale ou à un meilleur niveau de vie -, étaient palpables, le résultat final est inverse par rapport aux aspirations initiales des peuples : l'économie s'est effondrée ; ils ne sont pas plus libres, au contraire, partout, des règles islamiques contraignantes et archaïques s'imposent peu à peu ; l'insécurité grandit en raison de la désorganisation de l'administration, des forces de l'ordre et de la libération de criminels ; quand, pire, ce n'est pas une véritable guerre civile qui s'est déclenchée.

C'est donc un ouvrage tout à fait exceptionnel que nous proposons au lecteur.

Exceptionnel, il l'est d'abord car il s'inscrit très clairement en faux contre la pensée dominante qui tend à faire du printemps arabe un événement spontané, réussi et positif pour l'évolution des sociétés des pays arabo-musulmans. Il a donc pour ambition de démystifier les « révolutions » arabes en mettant en lumière leur mécanisme, leurs influences et leurs retombées.

Il l'est ensuite - et surtout - par la qualité et la diversité des femmes et des hommes qui ont accepté de contribuer à cette réflexion et à ce témoignage collectif. Cet ouvrage réunit vingt-quatre auteurs de neuf nationalités différentes - Algérie, Belgique, Bulgarie, Côte d'Ivoire, Egypte, France, Mali, Tunisie, Syrie - et d'horizons très divers - politiques et diplomates, officiers de renseignement et journalistes, économistes et universitaires –qu'ils soient d'une sensibilité de « droite » ou de « gauche ». Le lecteur s'apercevra qu'afin de décrypter et de rendre compte de ces événements complexes, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) n'a pas hésité à faire appel à toutes les expertises, sans nécessairement y adhérer intégralement. Mais à nos yeux, seule la multiplication des points de vue et des perspectives est de nature à permettre une compréhension fine de ce phénomène.

Dans un premier temps, nous nous attacherons à **étudier et déconstruire les événements** ayant eu lieu au Maghreb et au Proche-Orient. Ce premier volet regroupe aussi bien des analyses d'experts – Mezzri Haddad et Laurent Artur du Plessis sur la Tunisie, Lydie Boka sur la Libye, Samir Amin sur l'Égypte, Majed Nehmé sur la Syrie, Anne-Marie Lizin sur le Bahreïn, Yves Bonnet sur l'Iran - que des témoignages issus de missions d'évaluation de terrain, conduites en partenariat avec le Centre international de recherche et d'étude sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) du préfet Yves Bonnet, auxquelles ont participé Saida Benhabyles, Roumiana Ougartchinska, Dirk Borgers, Richard Labévière et André Le Meignen. Nous avons choisi de les livrer

in extenso

, bien qu'elles datent de 2011 et que les événements se soient précipités depuis. En effet, elles mettent en lumière qu'il était, dès cette époque, possible de distinguer l'évolution future des « révolutions » libyenne et syrienne

, et de leurs effets pervers. En complément, dans le cas libyen, le témoignage de terrain du journaliste Alexandre Ifi illustre le fait, qu'au plus fort des événements, les « manipulations » n'étaient pas décelables par les observateurs ni par la population.

Dans un second temps, il nous est apparu indispensable de *mettre en lumière le rôle essentiel*

des acteurs extérieurs à ces « révolutions », dont l'action a été particulièrement déterminante, depuis leur gestation jusqu'à leur aboutissement. C'est ce à quoi se consacreront Taoufik Bourgou, qui décryptera le jeu des Etats-Unis, du Qatar et de l'Arbaïe saoudite, Ahmed Bensaada, qui détaillera l'implication de Washington, Olivier Guilmain, quant au rôle dévolu aux fondations et ONG, Alain Charret et Yves-Marie Peyry, pour les réseaux sociaux, et Gérard Arboit, pour les médias internationaux.

Enfin, dans un troisième et dernier volet, nous nous attacherons à **évaluer les conséquences du printemps arabe**, qu'elle s soient déjà perceptibles ou encore en devenir, grâce aux éclairantes contributions de Soumeylou Boubeye-Maïga sur le Mali, de Laurence Aïda–Ammour sur les peuples sahariens, de Richard Labévière sur le Sahel, d'Alain Rodier sur Al-Qaïda et d'Yves Bonnet, sur les minorités chrétiennes. Le bilan, le lecteur le constatera comme nous et avec Alain Chouet, n'a rien de positif ni d'encourageant.

Le lecteur relèvera sans doute dans les pages qui suivent une dénonciation des pratiques américaines. Si l'antiaméricanisme n'est en aucun cas une position de principe des contributeurs à cet ouvrage, force a été, pour presque tous, de constater que la stratégie, les méthodes et les alliances douteuses nouées par les Etats-Unis vont à la fois à l'encontre des principes démocratiques que professe l'Occident et représentent une réelle menace pour la sécurité internationale, dans l'unique souci de satisfaire les intérêts de cette république qui fut, jadis, la première démocratie du monde.

Certains auteurs décrivent les calculs machiavéliques à long terme des Etats-Unis pour s'assurer la domination du monde. Si une telle ambition existe indéniablement dans certains cercles outre-Atlantique, il convient de se garder de toute dérive conspirationniste, à l'image des théories du complot qui ont fleuri après le 11 septembre 2001. D'où l'importance que chacun de contributeurs à cet ouvrage a attaché à l'argumentation des faits présentés.

Le CF2R et le CIRET-AVT tiennent à remercier tous les auteurs pour avoir accepté de participer avec enthousiasme à ce projet politiquement très incorrect et qui va à l'encontre d'une pensée formatée, crédule, fondée exclusivement sur une émotion que lui servent les médias. Merci pour leur confiance, leur courage et leur franchise.

Nous avons essayé, tous ensemble, de faire œuvre utile, afin que ne soit pas travestie et déformée par les stratégies des acteurs internationaux, la compréhension d'un phénomène

important qui a finalement trompé et floué les populations africaines et arabes.

Nous entendons déjà les critiques de ceux que notre analyse réaliste dérangera, car elle remet en cause la bien-pensance qui fait de ces événements des actes idylliques et de l'évolution du monde une progression toujours positive. Ce qui est, dans le cas présent, particulièrement erroné. Il fallait que certains aient le courage de le dire et de le démontrer.

[1] Amin Allal, « Enjeux politiques en Tunisie. Des protestations de 2008 à la fuite de Ben Ali », Revue *Moyen-Orient*, n° 10, « Révolutions. Le réveil du monde arabe », avril-juin 2011, p. 27.

[2] Rappelons que l'imminence d'un coup d'Etat militaire était évoquée depuis début 2010.

[3] Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT).

[4] A. Allal, *op. cit.*

[5] Philippe Droz-Vincent, « Regard sur les sociétés civiles dans le monde arabe », Revue *Moyen-Orient*, n° 10, « Révolutions. Le réveil du monde arabe », avril-juin 2011, p. 8.

[6] Narrimane Benakcha, « Les révoltes arabes : convergences et hétérogénéités », Revue *Moyen-Orient*, n° 10, « Révolutions. Le réveil du monde arabe », avril-juin 2011, p. 54.

[7] Ph. Droz-Vincent, *op. cit.*

[8] *Ibid.*

[9] Et, quand cela n'a plus suffi, à l'armée saoudienne.

[10] Jusqu'en 2011, en Syrie les différentes communautés vivaient en paix sans qu'il y eut de tension religieuse. Musulmans, alaouites, druzes et chrétiens cohabitaient en bonne intelligence, souvent dans le même quartier.

[11] Jusqu'à la tenue des élections présidentielles qui verront, mi 2012, l'élection du candidat des Frères musulmans, Mohamed Morsi.

[12] Cf. Eric Denécé et Claude Revel, *L'autre guerre des Etats-Unis. Economie : les secrets d'une machine de conquête*, Robert Laffont, Paris, 2005.

[13] Claude Revel, *La France : un pays sous influences?*, Vuibert, Paris, 2012.

[14] *Ibid.*

[15] <http://www.canvasopedia.org/>

[16] in Bernard Owen (dir.), *La société civile, un cheval de Troie ?*, Studyrama, Paris, 2012, p. 14.

[17] Eric Denécé, " Le formatage culturel par le Social Learning ", in Ludovic François (dir.) *Business sous influence*, éditions d'Organisation, Paris, 2004.

[18] <http://nawaat.org/portail/author/sami-ben-gharbia/>

[19] <http://www.state.gov/documents/organization/135879.pdf>

[20] <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2009/nov/131234.htm>

[21] C. Revel, *op. cit.*

[22] *Ibid.*

[23] *Ibid.*

[24] *Ibid.*

[25] Ph. Droz-Vincent, *op. cit.*, p. 10.

[26] *Libération* du 16 avril 2011.

[27] B. Owen (dir.), *La société civile, un cheval de Troie ?*, *op. cit.*, p.13.

[28] Jean Baechler, « Défense par actions civiles, ONG et démocratie », in B. Owen (dir.), *La société civile, un cheval de Troie ?*

,
op. cit.
, p. 19.

[29] Bernard Owen, « La réglementation internationale agissante et ses effets », in B. Owen (dir.), *La société civile, un cheval de Troie ?*

,
op. cit.
, p. 67.

[30] Bertrand Simon « Les nouveaux médias : du pain béni pour les ONG », in B. Owen (dir.), *La société civile, un cheval de Troie ?*

,
op. cit.
,
p. 200

[31] C. Revel, *op. cit.*

[32] *Ibid.*

[33] *Ibid.*

[34] « Entretien avec le géopoliticien Walid Phares », *Valeurs actuelles*, 28 juin 2012, p. 41.

[35] *Ibid.*

[36] Gilles Kepel, « Révolutions arabes : la tectonique syrienne », *Le Figaro*, 24 août 2012.

[37] « Entretien avec le géopoliticien Walid Phares », *op. cit.*

[38] *Ibid.*

[39] Le film *Innocence of Muslims* a été condamné par tous les Etats et par la plus grande partie de la presse internationale, qui ont dénoncé le caractère provocateur, faux et insultant de cette «œuvre» réalisée par Sam Bacile, un homme d'affaire israélo-américain islamophobe de 54 ans.

[40] N. Benakcha, *op. cit.*, p. 58.

[41] Cf. http://www.etudes-geopolitiques.com/editorial_contents5.asp

[42] Pour les Français en particulier, en raison de l'héritage de 1789, une révolution ne peut être qu'un acte positif...

[Source](#)